

Evaluation de l'Impact de la politique industrielle sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo de 1960 à 2022

Par
Maswapi Kipundo Michel*

Résumé

Cet article vise à évaluer l'impact de la politique industrielle mise en place en République Démocratique du Congo sur la croissance économique de 2002 à 2022 au travers de différents instruments de politiques économiques qui ont contribué à l'attraction des investissements directs étrangers et nationaux dans le secteur industriel. En recourant à une analyse économétrique basée sur le modèle ARDL, les résultats montrent qu'à long terme, la production du secteur industriel et le capital humain influencent positivement sur la croissance économique tandis que les investissements domestiques et l'instabilité politique ont une influence négative. Ces résultats indiquent également que l'inflation, les dépenses publiques de consommation finale et les investissements directs étrangers agissent sur la croissance économique en RDC mais l'effet n'est pas statistiquement significatif, rendant ainsi l'impact réel insuffisant pour transformer structurellement l'économie.

Mots clés : Politique industrielle, croissance économique, modèle ARDL.

Abstract

This article aims to assess the impact of the industrial policy implemented in the Democratic Republic of Congo on economic growth from 2002 to 2022, through various economic policy instruments that contributed to attracting foreign and domestic direct investment in the industrial sector. Using an econometric analysis based on the ARDL model, the results show that, in the long term, industrial sector output and human capital positively influence economic growth, while domestic investment and political instability have a negative influence. These results also indicate that inflation, public final consumption expenditure, and foreign direct investment affect economic growth in the DRC, but the effect is not statistically significant, thus rendering the actual impact insufficient to structurally transform the economy.

Keywords: **Industrial policy, economic growth, ARDL model.**

* doctorant en sciences économiques à l'Université de Kinshasa

Introduction

Le développement d'une économie se manifeste par l'amélioration des performances des facteurs de production, par la densification et la modernisation du réseau d'infrastructures (de transport, logistique, industrielle, de commerce, technologique, de recherche...), par le développement des institutions, par le changement des attitudes et des valeurs, et par « un mouvement haussier de l'ensemble du système social » (Gunnar Myrdal, 1968).

Les pays à économie avancée se sont fortement développés grâce à l'industrie et ont reconnu le rôle crucial de l'industrialisation induite, essentiellement, par la contribution du secteur manufacturier au PIB. Ces pays ont choisi l'industrialisation comme élément central de leurs stratégies de développement et ont, activement, soutenu leurs industries à travers des politiques ciblées et des investissements bien orientés (Dhaoui, 2022).

Gaffar (2012) insiste sur le fait que le développement de l'activité industrielle, productrice de biens matériels, est essentiel quand on sait que plus de 70 % des exportations d'une économie sont liées à l'industrie et que, aucun pays ne peut imaginer rester sur une trajectoire de croissance s'il perd son industrie et se trouve, de ce fait, confronté à un déficit croissant de ses échanges extérieurs.

Ainsi, dans la politique industrielle, plusieurs pays en voie de développement mettent-ils en exergue la recherche de la croissance économique qui est la dynamique de croissance rapide et d'accumulation du capital des actifs, tout en observant les répercussions sur la balance commerciale. Cette accumulation de capital passe par la transformation des ressources du pays en biens consommables à travers l'industrie manufacturière.

Avec une économie libéralisée et dollarisée, la République Démocratique du Congo (RDC) reste dépendante du secteur minier dans le commerce international. A cet effet, les entreprises domestiques encourent un risque potentiel suite au manque de compétitivité. Pour y remédier, la RDC s'appuie sur l'opportunité de développer des industries de transformation et des industries manufacturières, particulièrement dans les secteurs agro-industriels, de valorisation des ressources naturelles et des industries structurantes, lesquelles industries constitueraient le socle du progrès social et économique du pays. Ainsi, la RDC affiche une orientation volontariste pour la promotion du secteur industriel, notamment à travers le Plan d'accélération industrielle dénommé « Plan Directeur d'Industrialisation, en sigle PDI » qui œuvre pour l'instauration d'écosystèmes permettant ainsi de converger vers plus d'intégration et de limiter l'atomisation du secteur en pôle de développement.

En raison de ses vastes ressources naturelles et de l'existence d'un marché intérieur potentiellement important, la RDC offre aux hommes d'affaires et entrepreneurs des perspectives d'investissement plus intéressantes que celles de nombreux pays de la région. Mais, l'inégale répartition de l'infrastructure de base sur le territoire national, les lourdes charges qui grèvent les achats de biens d'équipement ainsi que le mauvais climat des affaires caractérisé, notamment par une fiscalité lourde et non incitative, font que les coûts de création de nouvelles activités productrices restent élevés et contribuent à reporter les décisions d'investissement que pourraient concevoir spontanément les chefs d'entreprise. A ces facteurs structurels s'ajoutent des difficultés de financement dues notamment au facteur risque très élevé et aux insuffisances de l'épargne privée et des ressources des institutions financières spécialisées de sorte que les

entrepreneurs ne peuvent obtenir, à un coût acceptable, un financement complémentaire sous forme d'emprunts à moyen terme ou long terme.

Etant donné que la croissance économique est un objectif de tous les gouvernements congolais qui se sont succédés de 1960 à 2022, notre étude s'efforce d'évaluer l'impact de la politique industrielle sur celle-ci, en recourant à l'analyse économétrique basée sur le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Ce modèle va nous aider à présenter une variante dans laquelle le repli de la production intérieur brut est plus nettement causé par des chocs de demande mesurant le ralentissement de la production industrielle en interaction avec d'autres variables.

Au regard de ce qui précède, notre étude contient quatre parties hormis l'introduction et la conclusion. La première partie est consacrée à la revue de littérature sur la théorie de l'industrialisation d'une économie. La deuxième partie étale l'historique de la politique industrielle développée par la RDC depuis 1960 jusqu'en 2022. La troisième partie fait l'analyse économétrique à l'aide du modèle ARDL durant la période étudiée. Enfin, la quatrième partie se consacre à présenter les résultats et la discussion avant de tirer la conclusion.

Revue de littérature

2.1. Eléments théoriques de la politique de développement industriel

L'industrialisation est le moteur de la santé économique mondiale ou de son absence. Son étude a permis d'améliorer considérablement la production pendant des siècles, ce qui a engendré un mode de vie bien plus confortable et humain.

Les politiques industrielles mises en place par les pays en voie de développement est un sujet central en économie de développement. Au-delà de la conception, c'est l'implémentation réussie d'une politique économique qui en garantit le

succès. En effet, Bolesta (2014) estime que la même politique industrielle mise en œuvre par deux pays différents produit des résultats diamétralement opposés, comme en témoigne les expériences contrastées des pays d'Asie de l'Est et les pays d'Amérique latine qui, pour faire la transition, ont compté sur le secteur manufacturier comme principale source et moteur de la croissance.

Lors de la journée mondiale de l'industrialisation de l'Afrique, l'ONUDI (2025) a souligné l'importance du développement industriel des pays africains qui est une condition nécessaire à la croissance économique, mais le continent est encore la région la moins industrialisée au monde. Pour l'ONUDI, les états africains qui ont intégré l'industrialisation dans leurs plans de développement font face aux obstacles tels que la dépendance aux matières premières, le manque de financement, une faible productivité et une infrastructure inadéquate, bien que le potentiel soit important grâce à une population jeune et à des ressources naturelles (Totouom, 2018). En effet, les statistiques de l'ONUDI (2016) indiquent que la part de l'Afrique dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale n'est que d'environ 1,6% en 2014. Des efforts sont menés pour surmonter ces défis, notamment par des investissements ciblés, le développement des infrastructures et le renforcement de la coopération régionale (UNIDO). L'étude de Totuom (2018) relève un certain nombre d'entraves majeures à l'industrialisation du continent comme le manque de vision politique, l'instabilité politique, la faiblesse de la taille du marché, les difficultés d'accès au financement.

Jenny Larsen (2021) souligne que dans beaucoup de pays, on remarque aussi un secteur entrepreneurial florissant, qui souvent n'apparaît pas dans les statistiques sur l'industrialisation car il s'agit de petites entreprises et, pour une large part, d'activités dans l'économie infor-

melle. Bien que beaucoup de ces entreprises ne puissent pas être considérées comme industrielles, elles font partie d'un mouvement de fond qui se manifeste par une augmentation des revenus et l'émergence de marchés de consommation intérieure approvisionnés localement, à mesure que la main d'œuvre tend à quitter les zones rurales pour s'orienter vers différents emplois dans les villes. Jenny Larsen précise qu'au cours des cinq dernières années, on a aussi assisté à une très forte augmentation de l'investissement dans les jeunes entreprises africaines, y compris des start ups. Par ailleurs, Larsen (2021) souligne qu'avec la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf), d'une valeur de 2 500 milliards de dollars, entrée en vigueur au début de l'année 2021, la part du commerce régional intra africain (17% des exportations) est nettement inférieure qu'au niveau de l'Europe (67%) ou de l'Asie (60%). Mais presque la moitié de ces échanges concernent des produits manufacturés, ce qui est beaucoup plus que dans d'autres régions du monde.

La RDC a été l'un des pays d'Afrique subsaharienne qui a connu le développement de l'industrie vers les années 1945, au lendemain de la deuxième guerre mondiale avec la construction du chemin de fer et l'implantation des industries d'extraction des matières premières, notamment les minerais de cuivre, de l'uranium, de fer, de l'or, etc.

Le Plan directeur d'industrialisation de la RDC (Ministère de l'Industrie, 2021) indique que la trajectoire de développement de la RDC ne présente pas un profil régulier et s'inscrit à un niveau inférieur à celui qu'autorisent ses ressources aussi bien naturelles qu'humaines. Ce plan directeur spécifie qu'après avoir réalisé une croissance quasi continue de 2002 à 2015 mais un faible niveau de transformation et une incidence limitée sur le niveau de vie de la population, l'économie congolaise connaît une perte

de vitesse depuis 2016. Cet état de choses met en évidence les faiblesses de son modèle de développement économique qui est peu créateur de valeur ajoutée locale ; il est resté, après plus de 50 ans d'indépendance, extraverti. Vestige du système colonial, le modèle économique de la RDC est essentiellement orienté vers l'exportation des produits bruts en faveur de la métropole et des pays étrangers. Il est appauvrissant dans le contexte actuel d'une concurrence mondiale accrue.

2.2. Historique de la politique industrielle de la République Démocratique du Congo

Période caractérisée par l'instabilité politique, désindustrialisation et faible croissance économique : 1960-1965

La RDC, dès son accession à l'indépendance en 1960, a traversé des périodes d'instabilité politique. L'étude menée par Akitoby et Cinyabuguma, (2004) a montré que cette période a connu une baisse de la production en raison de la perturbation du réseau de transport et du départ de nombreux entrepreneurs étrangers à la suite de troubles politiques, de troubles civils et des tentatives de la sécession de la province du Katanga.

C'est après 1965 que des options stratégiques un peu claires en matière de valorisation des ressources naturelles ont été prises, caractérisées notamment par une diversification du paysage industriel.

Période caractérisée par la restauration politique et prospérité économique : 1966-1974

La période allant de 1965 à 1972 était celle de la consolidation avec les espoirs de construire le pays par le gouvernement. Il se dessina une volonté de mettre en place une politique industrielle. L'organisation, à Kinshasa, du 14 au 17 juin 1971, du « Colloque National sur le développement industriel » par le Ministère de l'Eco-

nomie nationale (1971) dont les principes généraux qui ont fondé les politiques nationales de développement industriel de la RDC portaient sur : (i) le réalisme : l'action du pouvoir public devra se conformer aux lois fondamentales de l'économie et surtout se plier à la contrainte des marchés ; (ii) l'équilibre : il sera question de promouvoir et d'exploiter les interrelations entre secteurs en suscitant leur développement concomitant. IL sera, en outre, question de rechercher un meilleur équilibre régional dans l'implémentation de l'activité industrielle et, de corriger l'attrait qu'exerce sur les nouvelles entreprises manufacturières les pôles d'activités existants et en particulier celui de Kinshasa ; (iii) l'ouverture vers l'extérieur de l'industrie manufacturière et (iv) le respect de l'initiative privée tant nationale qu'étrangère.

L'accent particulier portait sur l'impulsion de la diversification industrielle et l'implantation de nouvelles activités tout en valorisant systématiquement les ressources naturelles, notamment le développement de nouvelles industries manufacturières et l'extension de celles qui existent en fonction de l'accroissement du marché intérieur et de l'ouverture de nouveaux débouchés, enfin, par l'implantation de nouvelles industries productrices de biens d'équipement et d'approvisionnement ainsi que la promotion de l'entreprise proprement congolaise dans l'activité industrielle (Akitoby et Cinyabuguma, 2004).

Le cas du plan de développement décennal de 1970 (Objectif 80) qui visait à transformer la RDC en pays industrialisé, financé par des emprunts domestiques et extérieurs, et à porter la croissance du PIB réel à environ 7 % par an, s'est vite sombré dans la désillusion. Il s'était relevé que, durant cette période, il y a un contrôle accru de l'État sur l'économie qui s'est accompagné d'une expansion économique impressionnante. Cependant, à la suite des chocs défavorables sur les termes de l'échange causés à la fois par

un renversement des cours du cuivre et par la crise pétrolière de 1973, l'économie nationale, incapable de s'ajuster, a rapidement révélé ses graves limites.

Période caractérisée par la crise économique et programme d'ajustement structurel, 1975 – 1980

La zaïrianisation rendue effective en 1974 a rompu les circuits de distribution et le tissu économique et commercial. C'est ainsi que l'endettement est devenu le passage obligatoire pour s'approvisionner en biens et services et en capitaux frais en provenance de l'extérieur.

En effet, les « acquéreurs » bénéficiaires des entreprises nationalisées se sont distingués par une mégestion caractérisée. Dans leur étude, Akitoby et les autres (2004) ont souligné que les années 1975 à 1979 restent caractériser par de mauvais choix en matière de politique économique, ayant abouti au surendettement du pays dans le cadre d'exécution de grands travaux : Inga I et II, la sidérurgie de Maluku ..., sous le sceau de la corruption et de rétro-commissions.

Période caractérisée par l'effondrement de l'économie congolaise, 1980 – 2001

Cette période, le secteur industriel de la RDC était essentiellement caractérisé par la prédominance de la production de biens de consommation d'une part, et du secteur privé à capitaux étrangers d'autre part, ainsi que la forte dépendance à l'égard des importations tant de biens de consommation intermédiaires que d'équipements.

Il s'est observé trois caractéristiques de l'industrie, à savoir : (i) l'extraversion, (ii) la polarisation et (ii) la désarticulation. Aussi, les études menées par Bondo (2013) indique-t-elle que le gouvernement a pris plusieurs initiatives en faveur du développement du secteur industriel, notamment le lancement en 1983 du projet de zone franche d'Inga et l'organisation en 1986

à N'Sele de la première Table Ronde nationale sur l'intégration industrielle et la réhabilitation zaïroise (CIRIN, 1986).

Le Ministère de l'Economie et de l'Industrie a élaboré et mis en œuvre le document de gestion du schéma directeur d'industrialisation (GSDI) en 1987, en collaboration avec l'ONUDI et le PNUD, adaptant une démarche participative et consensuelle. Au travers de ce schéma, le Gouvernement congolais avait retenu six filières industrielles prioritaires, à savoir : (i) filière bois, (ii) Filière Textile, (iii) Filière Corps gras, (iv) Filière travail, (v) Filière Travail des grains et féculents, (vi) Filière BTP matériaux de construction et (vii) Filière produits d'Élevage. A ces filières s'ajoutent les filières d'appui dont la maintenance et l'emballage.

Période caractérisée par la relance de la stabilité politique et économique : 2001 – 2018

Durant cette période, soit de 2001 à 2006, le Gouvernement congolais s'est engagé de reconstruire le pays en mettant en place le programme des 5 Chantiers de la République, à savoir : (i) infrastructures et voies de communication (routes, rails, ponts), (ii) eau et électricité, (iii) Education (les écoles et les universités sont à reconstruire), (iv) Création d'emplois (qui passe par les investissements) et enfin (v) Santé. Pour y parvenir, la libéralisation de l'activité économique a été considérée comme option majeure passant par (a) la libéralisation des marchés des biens et services, du diamant et du change ; (b) l'autorisation de la libre circulation concomitante des devises étrangères et du Franc Congolais et (c) la promulgation du Code minier et celui des investissements. Durant cette période, il est observé une nette amélioration des flux des IDE. Toutefois, quelques contraintes signifiées au Gouvernement par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC, 2017), pour la relance du secteur de l'industrie en vue du dé-

veloppement des capacités de production et du taux d'utilisation des capacités installées, portaient sur : (i) le niveau élevé des droits et taxes des intrants industriels importés ; (ii) le coût excessif de l'énergie ; (iii) la concurrence déloyale des produits similaires importés en fraude ou subventionnés ; (iv) la fiscalité inadaptée et asphyxiante ; (v) l'absence des normes définissant les critères de qualité, de forme et de présentation des produits locaux ; (vi) le manque de financement des besoins en fonds de roulement ou d'investissement ; (vii) le paiement par le secteur de la taxe de promotion de l'industrie ; (viii) le coût exorbitant des prestations des entreprises publiques et (ix) le manque de main-d'œuvre spécialisée. Toutes ces contraintes ont pour conséquences immédiates et lointaines les Charges de production très élevées et la non compétitivité de l'industrie locale. Le programme se propose aussi de développer et/ou de renforcer les industries structurantes existantes et à créer, lesquelles industries soutiennent en amont le processus de reconstruction. Il s'agit particulièrement de (i) l'industrie de ciment, en vue d'accroître l'offre de ciment pour la reconstruction et le développement des infrastructures ; (ii) l'industrie du bois, pour accroître la valeur ajoutée du bois actuellement exportés et contribuer à satisfaire la demande locale ; (iii) l'industrie du cuivre, en vue de produire les câbles électriques et les matériels de construction ; (iv) l'industrie de l'acier, dans le but de promouvoir la production de l'acier et des matériaux mécaniques ; (v) l'industrie de sable siliceux, en vue de produire des verres plats, panneaux solaires, des composantes et appareils électroniques ; (vi) l'industrie de construction des routes et des ouvrages afin de promouvoir la production des matériaux de construction et la construction des routes, ponts, chaussées, barrages et autres, et enfin, (vii) l'industrie de construction ferroviaire, dans le but de promouvoir la construction des voies et véhicules ferroviaires. Avec ce chapelet

de bonne intentions développé au cours des ans, la RDC n'a pu retrouver ni le niveau ni l'élan d'avant indépendance pour développer sa politique industrielle. Les raisons doivent être identifiées dans le comportement des acteurs tant politiques qu'économiques congolais.

2.3. Eléments théoriques de la croissance économique

La théorie de la croissance économique passe en revue les causes de l'augmentation de la production (PIB) d'un pays, évoluant des modèles classiques (Malthus), puis néoclassiques (Solow) où le progrès technique est exogène, vers les nouvelles théories de la croissance endogène (Romer, Lucas) qui expliquent le progrès technique par les investissements en savoir, éducation et recherche, rendant la croissance auto-entretenu. Ces modèles intègrent l'accumulation du capital, le travail, l'innovation et le rôle crucial des institutions.

1. Modèles classiques et néoclassiques (exogènes)

- Malthus : Croissance limitée par la loi des rendements décroissants et l'augmentation de la population (contrainte alimentaire).
- Harrod-Domar : Selon Sato (1964), le modèle de Harrod-Domar qui s'inspire du modèle de croissance économique keynésien lie la croissance du revenu national à l'investissement, en soulignant une instabilité intrinsèque. En effet, l'investissement augmente l'offre (capacités de production) et la demande, mais ces deux effets sont souvent déséquilibrés, créant des risques de chômage ou d'inflation et place l'économie sur une « ligne de rasoir » entre croissance nulle et effondrement, nécessitant ainsi une intervention étatique pour réguler l'activité via la demande.

- **Modèle de Solow (1956)** : Robert Solow, en présentant son modèle de croissance, il commence par critiquer les hypothèses du modèle auquel il entend s'opposer, celui de Harrod et Domar. Puis il présente son modèle, dans lequel la croissance équilibrée est possible à long-terme. Il développe ensuite trois exemples mathématiques, pour lesquels la fonction de production diffère. Enfin, dans sa conclusion, il montre les limites de son modèle. En effet, Solow montre que le progrès technique (innovation) est la source principale de croissance à long terme, mais il est considéré comme « exogène » (extérieur au modèle). Il estime que l'épargne et l'accumulation de capital mènent à une convergence vers un état stationnaire.

2. Nouvelles théories de la croissance (endogènes)

Les nouvelles théories de la croissance (Guellec et Ralle, 2003) mettent en exergue le progrès technique, le rendement croissant et le rôle des institutions.

- Progrès technique endogène : Contrairement à Solow, ces théories expliquent que l'innovation découle des décisions des agents économiques (investissements en R&D, éducation).
- Rendements croissants : L'accumulation de capital humain (savoir) génère des externalités positives, créant des rendements croissants et non décroissants.
- Rôle des institutions : Des institutions stables (droits de propriété, cadres juridiques) sont essentielles pour encourager l'investissement, l'innovation et la croissance à long terme, un point souligné par des chercheurs comme Acemoglu et Kydland.

3.Méthodologie

3.1 Spécification du modèle

Cette étude recourt au modèle de régression ARDL (Autoregressive Distributed Lag) qui est un des modèles structurels dynamiques. En effet, les modèles ARDL étendent les modèles autorégressifs avec des décalages de variables explicatives. Bien que les modèles ARDL soient techniquement des modèles AR-X, la principale différence est que les modèles ARDL se concentrent sur les variables exogènes et sélectionnent la structure de décalage correcte à la fois de la variable endogène et des variables exogènes.

Les modèles ARDL sont également étroitement liés aux autorégressions vectorielles, et un seul ARDL est en fait une ligne d'un VAR. La principale distinction est qu'un ARDL suppose que les variables exogènes sont exogènes dans le sens où il n'est pas nécessaire d'inclure la variable endogène comme prédicteur des variables exogènes.

Au titre de notre approche analytique, et après l'explication des raisons du choix des variables du modèle économétrique, nous procédons d'abord à l'analyse descriptive et de la corrél-

lation entre les variables. Nous ferons ensuite l'examen de la stationnarité des séries chronologiques avant de chercher à mettre en évidence une relation de cointégration et de causalité.

Choix des variables et source des données

Le choix des variables pour l'analyse de la croissance industrielle dépend des objectifs (macroéconomique ou microéconomique) et repose généralement sur trois grandes catégories : les variables de performance (la valeur ajoutée de la production industrielle qui est le résultat), les facteurs de production (le capital humains, la formation brute du capital fixe ou investissement domestique, les IDE et les dépenses publiques qui sont les moyens) et l'environnement contextuelle et institutionnel (l'inflation, la politique de gouvernance).

Les données de notre analyse concernant la République Démocratique du Congo, pour la période allant de 1960 à 2022, sont extraites de la base de données relative aux indicateurs du développement dans le monde, de la Banque mondiale (World Development Indicators, 2023) et complétées par celles des rapports de la Banque Centrale du Congo.

Tableau 1 : Description des variables du modèle

Variables	Codes	Description	Sources
Croissance économique	PIBH	Produit intérieur brut réel par habitant	Indicateur de développement mondial (2023)
Valeur ajoutée de la production industrielle	VA_IND	Valeur Ajoutée du secteur industriel par habitant	- 1960-1993 : Calcul de l’auteur sur base des rapports de la BCC, - 1994-2022 : Indicateur de développement mondial (2023)
Stock de capital physique	INVEST	Formation du capital fixe en % du PIB	- 1960-1993 : Calcul de l’auteur sur base des rapports de la BCC,
Investissement direct étranger	IDE	Les flux d’entrées nettes d’IDE en % du PIB	- 1960-1983 : Calcul de l’auteur sur base des rapports de la BCC, - 1984-2022 : Indicateur de développement mondial (2023)
Inflation	INFL	L’indice des prix à la consommation en % annuel	- Indicateur de développement mondial (2023)
Dépenses publiques	DEPUB	Dépenses publiques de consommation finale en % du PIB	- 1960-1993 : Calcul de l’auteur sur base des rapports de la BCC, - 1994-2022 : Indicateur de développement mondial (2023)
Capital humain	POP_ACT	La population âgée de 15 à 64 ans en% du total	- Indicateur de développement mondial (2023)
Politique de gouvernance	IPOL	Instabilité politique	- Estimation de l’auteur

Source : Elaboré par l’auteur.

Les principales statistiques descriptives de ces variables quantitatives sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Caractéristiques descriptives des variables

	PIBH	INVEST	VA_IND	IDE	DEPUB	INFL	POP_ACT	I POL
Mean	-1.200541	21.56323	27.90376	1.697007	2.844927	646.5926	52.16051	0.492063
Median	-0.441780	14.64634	29.70000	0.555360	1.421300	28.45326	52.50048	0.000000
Maximum	18.09045	132.1000	47.70961	12.71601	24.96505	26765.86	54.36228	1.000000
Minimum	-16.19859	2.100000	11.20000	-1.751567	-22.81100	-2.836949	50.50536	0.000000
Std. Dev.	5.671758	22.89937	9.476159	2.817332	7.758671	3410.216	1.284362	0.503953
Skewness	-0.076451	3.273364	0.199779	2.154296	0.112789	7.318938	0.168075	0.031750
Kurtosis	4.397522	15.01219	2.016729	7.722873	4.417932	56.41608	1.690966	1.001008
Jarque-Bera	5.188175	491.2748	2.956981	107.2824	5.411222	8052.304	4.794740	10.50000
Probability	0.074714	0.000000	0.227982	0.000000	0.066829	0.000000	0.090957	0.005248
Sum	-75.63409	1358.483	1757.937	106.9114	179.2304	40735.33	3286.112	31.00000
Sum Sq. Dev.	1994.468	32511.63	5567.451	492.1164	3732.212	7.21E+08	102.2743	15.74603
Observations	63	63	63	63	63	63	63	63

Source : calcul de l'auteur sous Eviews 9.

Il ressort du tableau ci-dessus que le PIB par habitant est plus volatile que d'autres variables, avec un sérieux creux en 1991 (imputable à la situation qu'a connue le pays entre 1991 et 1993), et la population active moins impliquée au regard de l'écart-type (std. Dev). Aussi, l'on note que les variables sous-étude sont normalement distribuées (Prob. JARQUE-BERA> 5%), sauf pour les investissements domestiques, les IDE, l'inflation et l'instabilité politiques.

Les statistiques descriptives reprises dans le tableau 2 renseignent que le taux de croissance moyen du PIB par habitant de la période sous étude tourne autour de -2,2% par an et un écart-type de 5,67%, reflétant les années de régression que le pays a traversé entre 1960 et 2022 marqué par une très forte dispersion d'une année à l'autre. La valeur ajoutée de la production in-

dustrielle a enregistré une moyenne de 27,90% avec un écart-type de 9,48% durant la période.

La moyenne de l'investissement domestique 21,56% alors que celle des IDE a oscillé autour de 1,7% entre 1960 et 2022. Les écart-types de ces deux variables, comparés à leurs moyennes, révèlent que la distribution des IDE est plus hétérogène que celle de l'investissement domestique. Les dépenses publiques de consommation finale et l'inflation ont enregistré, en moyenne, respectivement 2,84% et 646,59%.

Au regard de la probabilité liée à chaque variable, les résultats consignés dans le tableau 3 montre des coefficients de corrélation faibles et quoi que les variables explicatives soient corrélées positivement à la variable dépendante, exception faite des variables relatives à l'inflation, à la population active et à l'instabilité politique.

Tableau 3. Coefficient de corrélation et les probabilités associées

Probability	Correlation							
	PIBH	INVEST	VA_IND	IDE	DEPUB	INFL	P O P ACT	– IPOL
PIBH	1.000 -----							
INVEST	0.025 0.85 -----	1.000						
VA_IND	0.429 0.00 -----	0.267	1.000					
IDE	0.367 0.00 -----	-0.012	0.518	1.000				
DEPUB	0.210 0.10 -----	-0.110	0.390	0.470	1.000			
INFL	-0.263 0.04 -----	-0.107	-0.229	-0.111	-0.006	1.000		
POP_ACT	-0.124 0.33 -----	0.109	-0.695	-0.531	-0.478	0.046	1.000	
IPOL	-0.391 0.00 -----	-0.392	-0.324	-0.277	-0.143	0.187	0.050	1.000

Source : Calcul de l’auteur sous Eviews 9.

Ainsi, ces résultats montrent-ils que les variables explicatives présentent des coefficients de corrélation modérés.

Choix du modèle économétrique empirique

Il existe plusieurs modèles de croissance économiques avec leurs différents prolongements identifiés dans la littérature économiques (Harrod-Domar, Solow, Swan). Dans le cadre de

l’analyse de l’impact de l’industrialisation sur la croissance économique, l’étude d’Adofu et Al. (2105) révèle l’existence d’une divergence sur la forme empirique à adopter. Dans notre cas, nous nous inspirons du modèle de base de Solow, développé par Mankiw et Al. (1992) et présenté comme une fonction de production de type Cobb-Douglas, appliqué par Napo (2015) et par Sambou et Ndiaye (2025) :

$$Y_t = A_t(K_t)^\alpha(H_t)^\beta(X_t)^{1-\alpha-\beta}e^{\epsilon_t}$$

avec $0 < \alpha < 1$ et $0 < \beta < 0$

où Y_t représente la production globale, K_t le stock de capital physique, H_t le stock du capital humain. A présente le progrès technologique et X_t , un vecteur des variables d’intérêt capté par les valeurs ajoutées des activités industrielles et des variables de contrôle, et étant la perturbation

aléatoires qui capte l’impact agrégé des facteurs inobservables. α et β , des coefficients à déterminer.

Sur base de ce modèle présenté ci-haut et avec la transformation logarithmique, notre modèle économique se spécifie comme suit :

$$\begin{aligned} LPIBH_t = & \alpha LINVEST_t + \beta LCAPHUM_t + \delta_1 LVA_IND_t + \delta_2 IDE_t + \delta_3 DE PUB_t \\ & + \delta_5 INFL_t + \delta_6 IPOL_t + u_t \end{aligned} \quad (2)$$

Où L représente le logarithme népérien, PIBH produit intérieur brut par tête d'habitant, CAPHUM Population active âgée de 15 à 64 ans, VA_IND Valeur ajoutée de la production industrielle, IDE Investissements Directs à l'Etranger, DE PUB dépenses publiques de consommation finale, INFL Taux d'Inflation ou niveau général des prix, IPOL Instabilité politique. Les paramètres α, β et δ_i représentent les élasticités de la croissance économique par rapport à leurs variables respectives.

Estimation de modèle économétrique

Pour évaluer l'impact de la politique industrielle sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo, nous avons opté pour un modèle autorégressif à retard échelonnés (ARDL). Ce modèle étant dynamique et facile à interpréter les variables intégrées d'ordre I(0)

et I(1), ou en combinaison de deux démontre sa robustesse en cas d'une seule relation de long terme. Elle présente la possibilité de prendre en compte les dynamiques de court et de long terme. Ainsi, cette représentation explique une variable endogène par ses propres valeurs passées et les valeurs passées et présentes des variables explicatives. Ainsi, le modèle ARDL offre quelques avantages comme : (i) la possibilité de corriger les problèmes d'autocorrélation et d'endogénéité à travers le choix d'un décalage approprié pour les variables, (ii) applicable aux variables indépendantes de leur ordre d'intégration ne dépassant pas 1 et (iii) meilleures propriétés dès lors que le travail porte sur un échantillon de petite taille. Nous proposons deux modèles de l'effet direct et de l'interaction qui sont présentés comme suit :

$$\begin{aligned} \Delta LPIBH_t = & \alpha_0 + \beta_1 LPIBH_{t-1} + \beta_2 LINVEST_{t-1} + \beta_3 LCAPHUM_{t-1} + \beta_4 LVA_IND_{t-1} \\ & + \beta_5 IDE_{t-1} + \beta_6 DE PUB_{t-1} + \beta_7 INFL_{t-1} + \beta_8 IPOL_{t-1} \sum_{i=1}^p \varphi_{1i} \Delta LPIBH_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^{q_1} \varphi_{2i} \Delta LINVEST_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_2} \varphi_{3i} \Delta LCAPHUM_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_3} \varphi_{4i} \Delta LVA_IND_{t-1} \\ & + \sum_{i=1}^{q_4} \varphi_{5i} \Delta IDE_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_5} \varphi_{6i} \Delta DE PUB_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_6} \varphi_{7i} \Delta INFL_{t-1} \\ & + \sum_{i=1}^{q_7} \varphi_{8i} \Delta IPOL_{t-1} + e_t \end{aligned}$$

Modèle 2 : interaction

$$\begin{aligned} \Delta LPIBH_t = & \alpha_0 + \beta_1 LPIBH_{t-1} + \beta_2 LINVEST_{t-1} + \beta_3 LCAPHUM_{t-1} + \beta_4 LVA_IND_{t-1} \\ & + \beta_5 IDE_{t-1} + \beta_6 DE PUB_{t-1} + \beta_7 INFL_{t-1} + \beta_8 IPOL_{t-1} \sum_{i=1}^p \varphi_{1i} \Delta LPIBH_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^{q_1} \varphi_{2i} \Delta LINVEST_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_2} \varphi_{3i} \Delta LCAPHUM_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_3} \varphi_{4i} \Delta LVA_IND_{t-1} \\ & + \sum_{i=1}^{q_4} \varphi_{5i} \Delta IDE_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_5} \varphi_{6i} \Delta DE PUB_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_6} \varphi_{7i} \Delta INFL_{t-1} \\ & + \sum_{i=1}^{q_7} \varphi_{8i} \Delta IPOL_{t-1} + \sum_{i=1}^{q_7} \varphi_{8i} \Delta LVA_IND_{t-1} * IPOL_{t-1} + e_t \end{aligned}$$

Où α_0 représente la constante ; Δ représente la première différence ; $\beta_1 \dots \beta_8$ représentent les dynamiques de long terme ; p, q représentent le nombre maximal de retards pour les variables ; $\phi_{1i} \dots \phi_{8i}$ représentent les dynamiques de court terme ; e_t le terme de l'erreur, LVA_IND*IPOL représente l'interaction entre la production industrielle et l'instabilité politique.

Présentation et discussion des résultats

Etude de stationnarité des variables

Pour étudier la stationnarité de nos variables, nous recourons au test de Dickey-Fuller augmenté dont les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Résultats du test de stationnarité

Variables	En niveau		En différence		Décision
	T-test	Prob.	T-test	Prob.	
LPIBH	-5,044	0.000	-	-	I(0)
LVA_IND	-1,046	0.573	-10,272	0.001	I(1)
LPOP_ACT	-1,403	0.574	-4,228	0.000	I(1)
LINVEST	-3,497	0.011	-7,599	0.000	I(1)
LINF	-7,249	0.000	-	-	I(0)
LIDE	-1,707	0.422	-10,330	0.000	I(1)
LDEPUB	-7,116	0.000	-	-	I(0)

Source : Calcul de l'auteur sous Eviews 9.

Comme les résultats du test de stationnarité de ADF confirment que les variables sont intégrés d'ordre varié, I(0) et I(1), la validité d'une première condition requise pour l'adoption du modèle ARDL est confirmée. Nous pouvons donc procéder à la vérification de la deuxième condition qui est la cointégration des bornes.

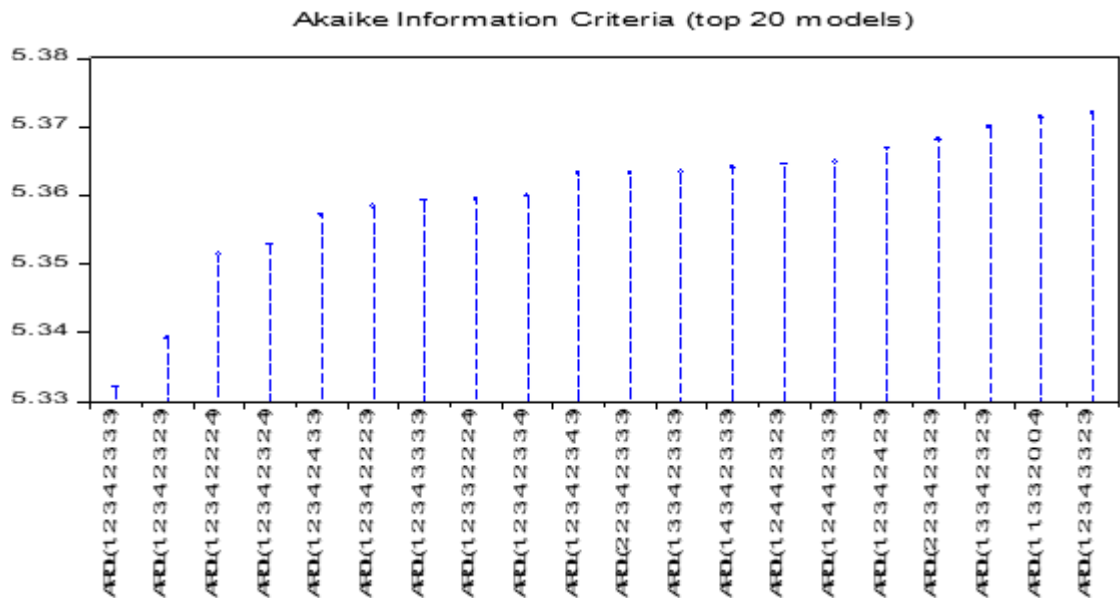
Test de cointégration et nombre de décalage optimal

Les résultats du test de cointégration aux bornes de Pesaran confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les variables pour le modèle de l'effet direct. En effet, pour ce modèle, la valeur du F-stat (5,33) dépasse les valeurs des

bornes supérieures du test (3,53 au seuil de 10% ; 4,13 au seuil de 5% et 5,46 au seuil de 1%) permettant ainsi d'estimer la relation de long terme entre les activités industrielles et la croissance économique.

Par ailleurs, la détermination du nombre de retards optimal dans le modèle ARDL demeure une étape cruciale pour une étude économétrique rigoureuse. Pour ce faire, le choix de ces retards est généralement guidé par des critères d'information notamment d'Akaiké (AIC) et de Schwarz (SIC) qui permettent d'équilibrer la qualité du modèle estimé.

Graphique 1 : Valeur graphique de SIC



Source : Calcul de l'auteur sous Eviews 9.0.

Comme nous pouvons le voir, le modèle (1,2,3,4,2,3,3,3,3) est le plus optimal parmi les 20 autres présentés, car il offre la plus petite valeur du SIC. En outre, au regard des tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, l'on note l'absence d'autocorrélation des erreurs, il n'y a pas d'hétéroscédasticité, il y a normalité

des erreurs, et le modèle a été bien spécifié.

4.3. Test de cointégration des bornes

Suivant la procédure automatique, le test de cointégration de Pesaran et Al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable.

Graphique 2 : ARDL Bounds test

Test Statistic	Value	k
F-statistic	5.857921	7
Critical Value Bounds		
Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	1.92	2.89
5%	2.17	3.21
2.5%	2.43	3.51
1%	2.73	3.9

Source : Calcul de l'auteur sous Eviews 9.0.

Les résultats de la procédure « bounds test » ci-dessus montrent que la statistique de Fisher (F=5,8579) est supérieure à la borne supérieure pour les différents seuils de significativité. Donc nous rejetons l'hypothèse H0 (d'absence de relation de long terme) et nous concluons à l'existence d'une relation de long terme entre les différentes variables.

4.4. Test de validation du modèle ARDL

Etant donné la validation de ce modèle implique la vérification de la robustesse du modèle estimé, il est question d'examiner l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité, la normalité ainsi que la nature de bruit blanc des résidus et des variables omises. Le tableau ci-après donne les résultats de ces tests.

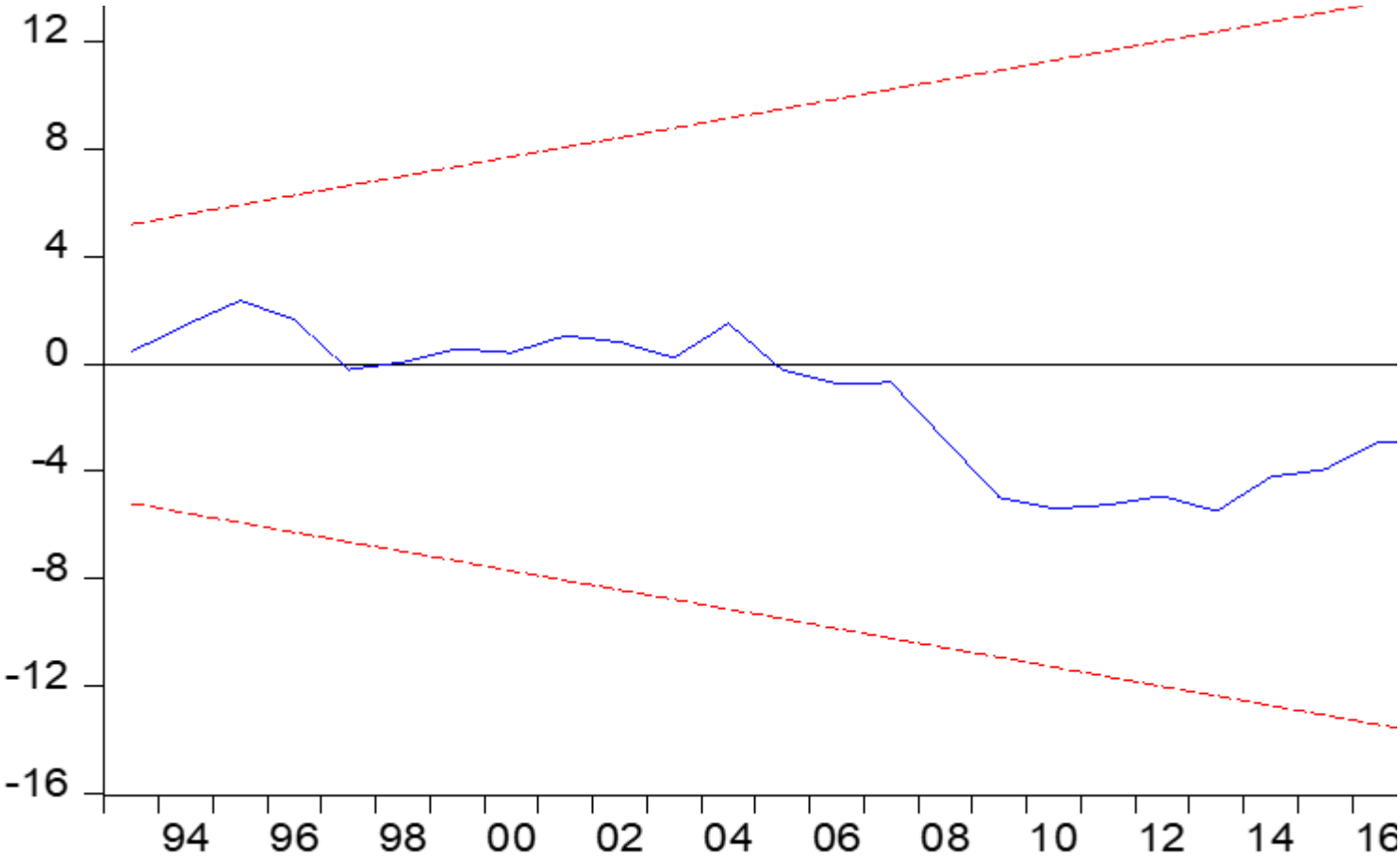
Tableau 5 : test de validation du modèle

Hypothèse du test	Test	Prob
Autocorrélation	Breusch-Godfrey Serial	0,522
Hétéroscédasticité	Breusch-pagan-Godfrey	0,437
Normalité	Jarque-Bera	0,824
Forme fonctionnelle	Ramsey	0,243

Source : Calcul de l’auteur sous Eviews 9.

Nos résultats montrent que l’estimation des modèles apparait correctement définie au regard des valeurs de probabilités associées aux différents tests de diagnostic qui sont supérieures au seuil de 5%. Par conséquent, les paramètres des modèles estimés sont considérés comme des estimations robustes. Par ailleurs, en s’appuyant sur le test des résidus récurrents, les résultats montrent que les paramètres sont stables au cours de la période d’estimation.

Graphique 3 : Test des résidus récurrents



Source : Calcul de l’auteur sous Eviews 9.

Toutefois, il semble important de vérifier la causalité entre la variable dépendante et nos variables d'intérêt afin de déterminer le sens de celle-ci. Pour se faire, nous avons utilisé le test de causalité de Granger et les résultats de celui-ci sont consignés dans le tableau 6 suivant :

Tableau 6 : Résultat du test de causalité de Granger

Variable	Direction du lien de causalité	Variable	F-Statistic	Probabilité
VA_IND	→	PIBH	3.02365	0.0376
PIBH	→	INFL	5.41836	0.0025
DEPUB	←	VA_IND	3.61516	0.0189
INFL	→	VA_IND	7.07758	0.0004
DEPUB	←	IDE	4.74792	0.0053
INFL	←	DEPUB	6.12300	0.0012
POP_ACT	→	DEPUB	4.99883	0.0040
POP_ACT	←	INFL	9.15641	0.0006

Source : Nos calculs à l'aide du logiciel Eviews 9.0.

Du tableau 6, nous déduisons quelques relations de causalité unidirectionnelles au sens Granger :

- Une causalité unidirectionnelle entre la valeur ajoutée de la production industrielle par tête et le PIB par tête au seuil de 5% allant de la première variable vers la deuxième.
- Une causalité unidirectionnelle entre l'inflation et le PIB par tête au seuil de 5% allant du PIB par tête vers l'inflation.
- Une causalité unidirectionnelle entre les dépenses publiques de consommation finale et la valeur ajoutée de la production industrielle par tête au seuil de 5% allant de la deuxième variable vers la première.
- Une causalité unidirectionnelle entre l'inflation et la valeur ajoutée de la production industrielle par tête au seuil de 5% allant de la première variable vers la deuxième.
- Une causalité unidirectionnelle entre les dépenses publiques de consommation finale et l'investissement direct étranger au seuil de 5% allant de la deuxième variable

vers la première.

- Une causalité unidirectionnelle entre l'instabilité politique et l'investissement direct étranger au seuil de 10% allant de la deuxième variable vers la première.
- Une causalité unidirectionnelle entre l'inflation et les dépenses publiques de consommation finale au seuil de 5% allant de la deuxième variable vers la première.
- Une causalité unidirectionnelle entre la population active et les dépenses publique de consommation finale au seuil de 5% allant de la première variable vers la deuxième.
- Pour le reste, il n'existe pas de relation de causalité entre les variables.

4.5. Discussion des résultats

Les résultats du tableau 7 montrent qu'à long terme, dans le modèle 1 statistiquement significatifs au seuil de 1%, la valeur ajoutée de la production industrielle et le capital humain agissent positivement sur la croissance économique en

République Démocratique du Congo alors que les investissements domestiques et l'instabilité politique agissent négativement.

Tableau 7 : Test ARDL de cointégration et la forme de long terme de modèle 1.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVEST	-0.168825	0.026405	-6.393687	0.0000
VA_IND	0.377217	0.101842	3.703927	0.0009
IDE	0.189702	0.294393	0.644383	0.5242
DEPUB	0.142613	0.142433	1.001264	0.3247
INFL	0.000270	0.000286	0.945480	0.3520
POP_ACT	2.706514	0.676313	4.001867	0.0004
IPOL	-8.146592	1.380874	-5.899592	0.0000
C	-146.037203	37.282809	-3.917012	0.0005

Source : Nos calculs à l'aide du logiciel Eviews 9.0.

Le coefficient de long terme associé à la variable investissements domestiques est négatif et statistiquement significatif au seuil de 1% avec une élasticité de -0,168825. Ce résultat suggère que l'impact des investissements domestiques fait régresser la croissance économique de 0,169% pour une hausse de 1%. L'effet négatif peut s'expliquer par le fait que la politique industrielle mise en place en RDC ne favorise pas les investissements domestiques. Cependant à court terme, le PIB par tête dépend positivement des investissements domestiques avec un effet significatif au seuil de 1% à l'année t-1. Ce résultat confirme les conclusions de Selenge et Kasongo (2022) mais contredit les conclusions de Lagdiri et Ouazzani Touhami (2023).

Le coefficient de long terme associé à la variable valeur ajoutée de la production industrielle est

positif et statistiquement significatif au seuil de 1% avec une élasticité de 0,377217. Ce résultat suggère que la production industrielle fait augmenter la croissance économique. En effet, une hausse de 1% de la production industrielle entraîne une augmentation de 0,377% du PIB par tête, soulignant le poids des activités industrielles dans la stimulation de l'activité économique congolaise. De même, à court terme, le PIB par tête dépend positivement de la productivité avec un effet significatif au seuil de 1% à l'année t-2, alors qu'à l'année t-1, l'effet de la productivité n'est pas significatif.

L'introduction de la variable d'interaction entre la productivité industrielle et l'instabilité politique dont les résultats sont présentés dans la colonne du Modèle 2 a influencé les coefficients estimés et leurs signes.

Tableau 8 : Résultats de test ARDL et la forme de long terme de modèle 2

Coefficients de long terme				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVEST	-0.280644	0.201759	-1.390989	0.1795
VA_IND	0.642182	0.671783	0.955937	0.3505
IDE	1.509477	1.382856	1.091565	0.2880
DEPUB	-1.511311	2.054652	-0.735556	0.4705
INFL	0.002936	0.003730	0.787243	0.4404
POP_ACT	1.238666	3.278947	0.377763	0.7096
IPOL	-15.354814	18.393901	-0.834777	0.4137
VA_IND*IPOL	0.155636	0.741441	0.209910	0.8359
C	-71.308902	173.331930	-0.411401	0.6852

Source : Nos calculs à l'aide du logiciel Eviews 9.0.

L'instabilité politique exprime la qualité délétère de la gouvernance qui exerce une influence substantielle sur la croissance économique, agissant comme un catalyseur essentiel et contribuant négativement à la politique publique. Les recherches de North (1990), soulignent que des institutions gouvernementales bien conçues, en particulier celles régissant les droits de propriété et garantissant la stabilité politique, jouent un rôle crucial dans la réduction des coûts de transaction, un élément déterminant de la croissance économique d'un pays. Ainsi, la relation étroite entre la gouvernance et la croissance économique démontre l'importance cruciale des institutions dans le développement économique. L'analyse économétrique des modèles ARDL (Modèle 1 et 2) met en évidence une influence négative entre l'instabilité politique qui est une inefficacité de la gouvernance comme mesure de la qualité institutionnelle et la croissance économique en République Démocratique du Congo. En effet, la mauvaise gouvernance, incarnée par l'instabilité politique, représente des défis sécuritaires qui compromettent la démocratie, l'État de droit et le développement économique. Les institutions inefficaces compromettent l'attraction des investissements tant étrangers que domestiques et l'application de la loi. Ainsi, la qualité des institutions gouvernementales, en

particulier la qualité des institutions, reste liée à la croissance économique. Le coefficient de long terme associé à la variable instabilité politique est négatif et statistiquement significatif au seuil de 1% avec une élasticité de -8,146592 dans le modèle 1 alors qu'il est non significatif dans le modèle 2. Ce résultat suggère que l'impact de l'instabilité politique est de régresser la croissance économique. En effet, une hausse de 1% de l'instabilité politique entraîne une baisse de 8,147% du PIB par tête dans le modèle 1 et de 15,355% dans le modèle 2, soulignant le poids de la gouvernance et la stabilité politique dans la stimulation de l'activité économique congolaise.

Il apparaît que les investissements directs étrangers (IDE) sont positivement associés à la croissance économique à court terme mais non significatif à long terme. Ce résultat traduit le fait que les IDE exercent son effet levier sur la dynamique économique congolaise seulement à court terme. Ce rôle important que peuvent jouer ces capitaux étrangers dans un pays d'accueil semble confirmé par Romer (1993). Selon ce dernier, au-delà de l'influence qu'ils peuvent avoir sur le stock de capital du pays récipiendaire, les IDE sont censés influencer positivement le développement économique à travers l'amélio-

ration de la productivité globale des facteurs résultante des transferts de technologies et de savoir-faire en matière de gestion qui les accompagnent. Ce résultat va dans le sens des travaux d'Awolusi et Adeyeye (2016) ; Adams (2009), Jugurnath et al., (2016). Cependant, lorsque la politique économique se heurte à des pesanteurs comme l'instabilité politique et l'inflation persistantes, à long terme, l'attrait des IDE devient difficile. Les résultats montrent que les dépenses publiques de consommation finale influencent négativement la croissance économique de la République Démocratique du Congo avec un effet uniquement significatif au seuil de 1% à court terme à l'année t-1. Une conclusion similaire a été trouvée par Anyanwu et al. (2021) et Selenge et Kasongo (2022). Cela s'expliquerait aussi par la mauvaise répartition et allocation des ressources budgétaires et la concentration des ressources dans des secteurs non productifs impliquant la prise en compte des aspects liés à la bonne gouvernance administrative et institutionnelle. Aussi, les dépenses de consommation augmentent-elles à mesure que la nécessité de répartir les services de l'administration générale sur l'étendue du pays devient de plus en plus pressante. A cet effet, Barro affirme que « les dépenses publiques ne sont porteuses de croissance économique que lorsqu'elles sont orientées vers le développement des infrastructures indispensables à l'efficacité des investissements privés ».

Le coefficient estimé de la variable capital humain est positif et statistiquement significatif au seuil de 1% à long terme, mettant en évidence le rôle positif du capital humain dans le processus de développement économique. Il importe de noter que la majorité des études empiriques plaident pour un impact positif du capital humain sur la croissance économique et le bien être, en général. Ce résultat demeure en phase avec Lô (2020) et Hamzaoui et Bousselhami (2017). Cependant, l'élasticité est négative et non signifi-

catif à l'année t-2.

Pour le reste, les résultats indiquent qu'à long terme les dépenses publiques et les IDE présentent un coefficient positif et non significatif sur la croissance économique alors que la stabilité macroéconomique mesurée par l'inflation présente un coefficient positif et non significatif, impliquant l'absence d'impact de celle-ci sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo.

Conclusion

Cette étude a mis en évidence l'impact de long terme des activités industrielles sur la croissance économique. Nous avons estimé un modèle de croissance à l'aide du modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) sur des données chronologiques de la République Démocratique du Congo pour la période allant de 1960 à 2022. Les résultats obtenus du modèle 1 indiquent que la valeur ajoutée de la production industrielle et le capital humain influencent positivement sur la croissance économique à long terme et uniquement significatif pour la variable relative aux investissements domestiques. Quant aux résultats entre la valeur ajoutée de la production industrielle et la stabilité politique, il y a transmission de l'effet négatif de l'instabilité politique sur la production industrielle, et par surcroît, sur la croissance économique.

Les résultats indiquent également que l'inflation, les dépenses publiques de consommation finale et les investissements directs étrangers agissent sur la croissance économique en RDC mais statistiquement non significatifs. A la lumière de ces résultats, il serait intéressant de privilégier les stratégies de diversification économique notamment tournées vers l'industrie agricole et les produits manufacturés à haute valeur ajoutée et créer une structure de promotion des PME/MI afin d'asseoir un secteur de transformation des produits manufacturés performant capable

de porter la croissance économique. Dans une perspective de recherches futures, il serait pertinent de faire une analyse multisectorielle avec les principaux sous-secteurs, de procéder une analyse de l'effet cognitifs de l'industrialisation via la complexité économique ou l'indice de diversification des exportations, évaluer l'impact de chaque modèle d'industrialisation sur la croissance économique par un score de propension moyen à travers une date à déterminer pour chaque politique industrielle.

Bibliographie

1. Adams, S. (2009). Foreign Direct investment, domestic investment, and economic growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of Policy Modeling*, 31(6), 939-949. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2009.03.003>
2. Adofu, I., Taiga, U. U., & Tijani, Y. (2015). Manufacturing sector and economic growth in Nigeria (1990-2013). *Donnish journal of economics and international finance*, 1(1).
3. Akitoby, B., et Cinyabuguma, M. (2004). Sources of growth in the Democratic Republic of the Congo, *International Monetary Fund*.
4. Anyanwu, S. O., Adesanya, B. M., Adediji, A. M., & Adesanya, A. E. (2021). Female Labour Force Participation and Economic Growth Nexus: Evidence from Nigerian Economy. *MPRA Paper No. 106933*.
5. Awolusi, O., & Adeyeye, O., (2016). Impact of foreign direct investment on economic growth in Africa. *Problems and Perspectives in Management*, 14(2), 289-297. [https://doi.org/10.21511/ppm.14\(2-2\).2016.04](https://doi.org/10.21511/ppm.14(2-2).2016.04)
6. Baxter, M., et King, R. G. (1999). "Measuring Business Cycles: Approximate Band-Pass Filters for Economic Time Series", *Review of Economics and Statistics*, 81(4), pp 575-593.
7. BCC, Rapport Annuel 1996, p 152.
8. Berthélemy J. C. (2006). « Clubs de convergence et équilibres multiples : comment les économies émergentes ont-elles réussi à échapper au piège du sousdéveloppement ? », *Revue d'économie du développement* 2006/1 (Vol. 14), p. 5-44. DOI 10.3917/edd.201.05
9. Bolesta, A. (2014). The East Asian industrial policy: a critical analysis of the developmental state. *Studia z Polityki Publicznej / Public Policy Studies*, Warsaw School of Economics,, vol. 1(2),, pp 1-23.
10. Bondo Landu, A. (2013). Etude prospective sur la valorisation durable des ressources naturelles de la RDC avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire et la protection des écosystèmes, Rapport « pré-diagnostic » à caractère prospectif sur les données de cadrage, les tendances, les grandes dynamiques internes et externes et la préfiguration des enjeux-clés sur la problématique de la valorisation durable des ressources naturelles de la RDC, pp 10-11.
11. Commission d'intégration et de réhabilitation de l'Industrie Nationale (CIRIN) (1986). Acte de la première table nationale sur l'intégration et la réhabilitation industrielle Zaïroise, N'Sélé du 15 au 19 janvier 1986. République du Zaïre, p 423.
12. Congo - Afrique, (2001). Discours programme du président Joseph Kabila Kabange, Kinshasa, xie année – n°352, pp 3-4.
13. DHAOUI Souad, (2022). Pour un renouveau de la politique industrielle en Tunisie. Exigences du positionnement compétitif, Etudes de l'ITCEQ, Tunis,
14. ESU. (2022). Rapport sur la situation de

- l'enseignement supérieur : République Démocratique du Congo, p.5.
15. Fédération des Entreprises du Congo (2007). Etat des lieux de l'économie congolaise. Problèmes et pistes de solutions pour la relance économique de la République Démocratique du Congo, p 29.
 16. Gaffard (2012). « Compétitivité et développement industriel : un défi européen », OFCE, les notes, N° 19 / 3 mai 2012.
 17. Guellec, D. et Ralle, P. (2003). Les nouvelles théories de la croissance, Collection : Repères, La Découverte, 128 pages.
 18. Gumar Myrdal (1968) dans Moubarack L.O. (2013). « Emergence et transformation structurelle » ; Institut de l'Emergence, Dakar, Sénégal.
 19. Hamzaoui, M. et Bousselhami, N. (2017). Impact de la fiscalité sur la croissance économique du Maroc. European Scientific Journal, 13(4), 104-127.
 20. Hodrick, R. J., et E. C. Prescott (1997). "Postwar U.S. Business Cycles: An Empirical Investigation", Journal of Money, Credit and Banking, 29(1), p. 1-16.
 21. <https://business-et-finances.com/aperçu-historique-de-lindustrie-congolaise/>, Consulté le 04 Avril 2024 à 13 h32.
 22. https://www.statsmodels.org/devel/examples/notebooks/generated/autoregressive_distributed_lag.html, consulté le 13/2/2025 à 14 :22 :25.
 23. <https://www.unido.org/news/troisieme-decennie-du-developpement-industriel-de-lafrique-quelles-chances-de-succes#:~:text=N%C3%A9anmoins>
 24. Jugurnath, B., Chuckun, N., et Fauzel, S. (2016). Foreign Direct Investment & Economic Growth in Sub-Saharan Africa : An Empirical Study. Theoretical Economics Letters, 6(4), 798-807. <https://doi.org/10.4236/tel.2016.64084>
 25. Lagdiri, Y & Ouazzani Touhami N. (2023). Modélisation ARDL et analyse de l'impact du ratio élève-enseignant et l'efficacité de la gouvernance sur la croissance économique au Maroc. African Scientific Journal, Volume 03, Numéro 21, pp: 0946 – 0968.
 26. Larsen, J. (2021), « Nouvelle de l'aide pour le commerce, une initiative du cadre intégré renforcé » <https://www.unido.org/news/troisieme-decennie-du-developpement-industriel-de-lafrique-quelles-chances-de-succes?>, consulté le 10/12/2025 à 15h50.
 27. Lo, S. B. (2020). IDE, Finance et Croissance économique en Afrique subsaharienne. Finance & Finance Internationale, 1 (20).
 28. MASWAPI, M. (217). Epreuve pratique de macroéconomie approfondie (2è année ptc/DEA), inédit.
 29. Ministère de l'économie et industrie, CEPI, (1987). Schéma Directeur D'Industrialisation, pp 3-4.
 30. Ministère du Plan, (2020). Document de la Politique et des Stratégies Industrielles, DPSI, Kinshasa-RDC.
 31. Napo, F. (2018). Capital humain, productivité manufacturière et croissance économique dans les pays de l'UEMOA, (p. 9).
 32. North, D. (1990). "Institutions, Institutional Change and Economic Performance". Cambridge: Cambridge University Press.
 33. ONUDI (2025). « L'industrialisation au service du développement », Journée mondiale de l'industrialisation de l'Afrique,

- <https://www.unido.org/IDDA3>
34. Ravn, M. O, et Uhlin, H. (2002). “On Adjusting the Hodrick-Prescott Filter for the Frequency of Observations”, *Review of Economics and Statistics*, 84(2), p. 371-80.
35. RDC, Ministère de l'économie nationale, (1971). Colloque National sur le développement industriel, Kinshasa, du 14 au 17 juin 1971, pp 16-17.
36. RDC, Ministère du Plan, (2016). Etude Nationale Prospective, RDC vision 2035.
37. RDC, Programme d'Action du Gouvernement (20112-2016), p 13-14.
38. Romer, P. M. (1993). Idea gaps and object gaps in economic development. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 543-573. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(93\)90029-F](https://doi.org/10.1016/0304-3932(93)90029-F)
39. Sato, R. (1964). The Harrod-Domar Model vs the Neo-Classical Growth Model. *The Economic Journal*, 74(294), 380–387. <https://doi.org/10.2307/2228485>
40. Selenge, B. M., & Kasongo, M. M. (2022). Investissements directs étrangers et croissance économique: une analyse empirique des données de l'Afrique des Grands Lacs. *Repères et Perspectives Economiques*, 6(2).
41. Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
42. Totouom, A., (2018). « Les obstacles au développement industriel de l'Afrique », <https://ideas.repec.org/s/ris/actuec.html>»>L'Actualité Economique>», Société Canadienne de Science Economique, volume 94, issue 3, pages 363-387, consulté en ligne le 10/12/2025 à 13h25.
43. Vander Eycken, H., et Vander, Vorst F. (1967). « Le blocage de la croissance en République démocratique du Congo », In: *Tiers-Monde*, tome 8, n°30, Blocages et freinages de la croissance et du développement (3) en Europe, Asie, Afrique et Amérique latine. pp. 411-434; doi : [en ligne] <https://doi.org/10.3406/tiers.1967.2361>. https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1967_num_8_30_2361